

Paris, le 8 novembre 2017

Embargo sur le Qatar : gérable un moment, mais pas éternellement

Le 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et le Bahreïn (connus sous le nom de « quartet ») ont annoncé qu'ils rompaient les relations diplomatiques avec le Qatar, à cause de ses liens avec l'Iran et d'accusations de soutien de l'extrémisme. L'embargo a eu diverses conséquences, mais le Qatar a su minimiser l'effet de la crise jusqu'à présent. Toutefois, la possibilité que la crise se prolonge au-delà de quelques mois est le plus grand danger pesant sur l'économie qatarie.

Une situation sous contrôle, grâce au soutien du gouvernement

Malgré la crise provoquée par les mesures d'embargo jusqu'à présent, le Qatar – le plus grand exportateur mondial de gaz naturel liquéfié – a su réduire les effets de la crise, principalement grâce à ses réserves de devise et d'or. Le gouvernement a pris des mesures immédiates et efficaces, qui, parallèlement à la hausse des exportations d'énergie, ont atténué les problèmes découlant de la crise. Coface prévoit une croissance de 3,4% en 2017 et 3% en 2018 au Qatar.

Le soutien du gouvernement a aidé l'économie qatarie à affronter les conséquences négatives de la crise, essentiellement en introduisant des milliards de dollars dans le système bancaire local pour empêcher l'assèchement des liquidités, suite à des retraits de dépôts par les résidents du Golfe. Une autre mesure a consisté à réorganiser les chaînes d'approvisionnement, en coopération avec d'autres acteurs régionaux et internationaux, comme la Turquie. Parallèlement, les exportations d'hydrocarbures du Qatar continuent de monter en flèche. Au cours du premier semestre 2017, les exportations de gaz naturel du Qatar ont augmenté de 19,3% par rapport à l'année précédente et les exportations de pétrole ont bondi de 31,6 %.

Résilience du système bancaire national

Les dépôts publics demeurent une source essentielle de financement des banques qataries. Leur part dans le total des dépôts bancaires est passée de 32 % en juin à 38 % en août, à mesure que le gouvernement injectait de l'argent dans le système bancaire pour compenser le déclin du financement extérieur. Le financement des banques commerciales par la Banque centrale du Qatar (QCB) joue également un rôle important dans le soutien de la liquidité du système bancaire. Dans l'immédiat, même si les sorties de capitaux continueront à cause de la crise diplomatique, la qualité des actifs du système bancaire qatari restera élevée car les banques sont adossées aux immenses réserves du gouvernement, ce qui maintient la liquidité à un niveau confortable.



C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

Potentiels problèmes à moyen terme en l'absence de résolution rapide de la crise

Si les parties mettent plus de quelques mois à trouver un accord, le coût des importations du Qatar augmentera encore. Cela empêcherait la croissance de plusieurs secteurs clés, comme la construction qui subirait une escalade des prix à cause du renchérissement des matériaux. La croissance du pays en serait freinée, malgré les interventions du gouvernement pour réduire les risques financiers et fiscaux. De plus, l'incertitude politique continue entraînerait une baisse des investissements, en particulier hors du secteur des hydrocarbures. Dans cette situation, un resserrement de la politique monétaire (en raison de l'indexation de la devise sur le dollar US) et une diminution du soutien public modéreraient la croissance économique hors hydrocarbures.

Le système bancaire souffrirait également d'un environnement économique moins favorable, d'une moins grande confiance des investisseurs et d'un retrait des dépôts. Par conséquent, la liquidité du système bancaire qatari ferait l'objet d'une surveillance continue.

En résumé, toute détérioration de la situation actuelle entraînerait des coûts supplémentaires pour l'économie du Qatar. Ces effets négatifs pourraient être atténués si les cours de l'énergie continuaient leur reprise. D'autre part, le développement du secteur de la construction et d'autres projets d'infrastructures maintiendrait les autres activités manufacturières sur leur lancée. Ces changements soutiendraient la croissance économique hors hydrocarbures.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, offre à 50 000 entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. Le Groupe, dont l'ambition est de devenir le partenaire assurance-crédit global le plus agile du secteur, est présent dans 100 pays et compte 4300 salariés. Son chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1,411 Md€ en 2016. Chaque trimestre, Coface publie ses évaluations du risque pays et du risque sectoriel, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment B d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

